L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 19 MAI 1854.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUFOUR.
H. DUVERGER. S. HAMBY.
54, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
VENDREDI MATIN, 19 MAI

QUESTION ESPAGNOLE.

Les nouvelles de Washington nous confirment dans l'opinion que le différend survenu entre l'Espagne et les Etats-Unis au sujet du *Black Warrior* ne pourra selon toute probabilité se résoudre que par la guerre. S'il est vrai que la demande de réparation faite par le ministre américain à Madrid a été péremptoirement repoussée par le gouvernement espagnol, nous ne voyons pas comment les relations amicales pourraient continuer à exister entre les deux pays.

On dit, il est vrai, que M. Soulé a outrepassé ses instructions en demandant le rappel du marquis de Pezuela, mais est-il vrai qu'il ait demandé ce rappel ? On commence à en douter, car il n'a encore circulé à ce sujet que de vagues rumeurs. Nous ne pouvons pas admettre qu'un ministre, doué de quelque intelligence et ayant le sentiment de la responsabilité qui s'attache à ses actes, puisse outrepasser ses instructions. Si donc M. Soulé a demandé le rappel du capitaine-général de Cuba, il faut qu'il y ait été autorisé par le président. Mais nous croyons plutôt que la demande de réparation a été bornée au paiement d'une indemnité et au privilége reclamé par les Etats-Unis de traiter avec le capitaine-général de Cuba toutes les fois qu'un différend quelconque surgirait entre les autorités de deux pays.

Si l'Espagne a refusé cette double réparation il est évident que la guerre est inévitable. On ne rappelle pas les termes du message de M. Pierce au sujet de l'affaire du *Black Warrior*; c'est un ultimatum qu'il devait envoyer à Madrid. A cet ultimatum le gouvernement espagnol ne pouvait répondre que par un acquiescement ou un refus. Il n'y avait pas de négociations possibles : aussi s'attend-on à voir incessamment revenir M. Soulé de Madrid. On écrit de Washington que le ministre américain apportera probablement lui-même ses secondes dépêches.

Le langage de l'*Union* ne nous laisse aucun doute sur les intentions de M. Pierce : personne ne doute qu'il ne veuille agir avec vigueur contre Cuba. Le journal officiel ne dit pas d'ailleurs que M. Soulé ait outrepassé ses instructions. Voici un article qui a paru ces jours derniers dans ses colonnes et qui a été traduit par la *Courrier* :

« Si les bruits qui circulaient à Madrid aux derniers dates ne sont pas dénués de fondement, le cabinet espagnol aurait refusé la double et prompte réparation des outrages faite au drapeau des Etats-Unis dans l'affaire du *Black Warrior*. Les ruptures paraissent maintenant comme étant imminentes, produisant une immense sensation dans toute l'Union. Le temps n'est plus où nous devions nous contenter de la seule possibilité d'une guerre pour satisfaire notre mobile, pour obtenir satisfaction d'insultes flagrantes et toutes gratuites, faites à notre pays par les autorités insolentes de Cuba. Nous avons maintenant à nous prendre aux hautes autorités de la Péninsule elle-même, à nous en prendre à ceux qui, par leurs actes, nous ont provoqués à la guerre, et qui, par leur obstination à refuser toute réparation, nous demanderont de tirer l'épée pour la défense de notre honneur et nos droits. Nous pouvons assurer, sans crainte qu'on nous contredise, nous pouvons affirmer en termes si formels, et répéter que nous le faisons avec tant de force, que nous ne sommes point instigués, que nous n'avons pas donné aujourd'hui un seul pas, ni fait une seule démarche qui ne soit parfaitement en harmonie avec la dignité et les intérêts de notre pays. Nous ne sommes pas seuls dans cette affaire, nous ne sommes pas même, de la manière la plus juste, les acteurs principaux. Nous ne faisons que défendre les droits et les intérêts de tout le continent américain, et, par conséquent, en défendant notre propre cause, nous défendons celle de tous les peuples de l'Amérique. Nous n'avons pas aucun intérêt particulier, en dehors de ceux qui sont d'une importance pour notre indépendance, à nous voir forcés de tirer l'épée pour notre honneur et notre droit. Nous ne sommes pas seuls dans cette affaire. Nous avons à l'Angleterre, à la France et à l'Angleterre à faire face à un instrument contre nous. Il ne est absolument incompréhensible aux Etats-Unis, dans l'intérêt de notre pays, de notre honneur, de notre sécurité. Voyons, nous vous en donnerons ce qu'on veut. Voici un argent. Mais que vous ne l'acceptiez ou non, nous vous le donnerons, et ce sera le dernier mot que vous aurez à entendre de notre bouche, et à nie tout, en dépit de toute l'Europe. »

Après ces explications violentes, gonflées, dont s'est servi le capitaine-général Pezuela, contre l'Amérique du Nord, au sujet du message transmis par M. Pierce au Congrès, et après la réponse du ministre espagnol à Washington à l'affaire du *Black Warrior*, expédition qui ne pouvait que produire une immense sensation dans toute l'Union. Le temps n'est plus où nous devions nous contenter de la seule possibilité d'une guerre pour satisfaire notre mobile, pour obtenir satisfaction d'insultes flagrantes et toutes gratuites, faites à notre pays par les autorités insolentes de Cuba. Nous avons maintenant à nous prendre aux hautes autorités de la Péninsule elle-même, à nous en prendre à ceux qui, par leurs actes, nous ont provoqués à la guerre, et qui, par leur obstination à refuser toute réparation, nous demanderont de tirer l'épée pour la défense de notre honneur et nos droits. Nous pouvons assurer, sans crainte qu'on nous contredise, nous pouvons affirmer en termes si formels, et répéter que nous le faisons avec tant de force, que nous ne sommes point instigués, que nous n'avons pas donné aujourd'hui un seul pas, ni fait une seule démarche qui ne soit parfaitement en harmonie avec la dignité et les intérêts de notre pays. Nous ne sommes pas seuls dans cette affaire, nous ne sommes pas même, de la manière la plus juste, les acteurs principaux. Nous ne faisons que défendre les droits et les intérêts de tout le continent américain, et, par conséquent, en défendant notre propre cause, nous défendons celle de tous les peuples de l'Amérique. Nous n'avons pas aucun intérêt particulier, en dehors de ceux qui sont d'une importance pour notre indépendance, à nous voir forcés de tirer l'épée pour notre honneur et notre droit. Nous ne sommes pas seuls dans cette affaire. Nous avons à l'Angleterre et